Régie du logement Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2015-2016

Avril 2015

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015 :

   a) les endroits et dates de départ et de retour;
   b) la copie des programmes et rapports de mission;
   c) les personnes rencontrées;
   d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
   e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
   f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
   g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
      - les détails de ces ententes;
      - les résultats obtenus à ce jour;
   h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Aucun voyage hors Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2014-2015.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

   a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
   b) les coûts ventilés;
   c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
   d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2014-2015.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

La Régie du logement n'a pas engagé de dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites en 2014-2015.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exercice financier 2014-2015

Le cabinet du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Pierre Moreau, a organisé une conférence de presse le 10 octobre 2014 au siège social de la Régie du logement, pour annoncer les nouvelles façons de procéder pour les audiences en non-paiement de loyer sur le territoire de Montréal, Laval et Longueuil. Les dossiers non contestés sont entendus par quatre greffiers spéciaux dans le but de réduire les délais et de permettre d'entendre davantage de causes civiles générales. Pour la circonstance, la Régie du logement a effectué une dépense de 190,21 $ pour l'ajout de deux gardiens de sécurité pour une durée de quatre heures.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Exercice financier 2014-2015

Aucune dépense n'a été effectuée pour la période concernée.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

<u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u>

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Sans objet.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

   a) les noms du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
   d) la date d'octroi du contrat;
   e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
   f) l'échéancier;
   g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉGIE DU LOGEMENT

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25000$ (2014-2015)

Fournisseur	Description	Montant
Air Spécialiste inc.	Entretien des unités informatiques et de la salle des serveurs	3,635.82 $
Aménagements YC inc.	Ameublement et installation	2,260.00 $
Ameublements Espace Bureau inc., Les	Location de meubles- Projet étudiants	1,862.50 $
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Téléphone (annuaires)	4,800.81 $
Centres d'achats Beauward ltée, Les	Agent de sécurité	3,034.50 $
Cie électrique Britton ltée, La	Fixtures des salles d'audience et des bureaux	5,494.67 $
Communication Demo inc.	Revue de presse	17,792.44 $
Comnet Technologie inc.	Maintenance Voxlog	20,267.00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Impression des formulaires SAGIP	1,348.97 $
Construction Laurent Gosselin	Travaux d'aménagement (portes et murs)	6,525.00 $

Fournisseur	Description	Montant
Consultants Longpré & associés inc., Les	Service de santé-aide aux employés	8,574.75 $
Corbeil, Carole s.o.	Service de traduction	2,306.61 $
Corp. des services universitaires du secteur ouest de la Côte-Nord	Visioconférence à Baie-Comeau	1,040.00 $
Corporate Express Canada, Inc.	Mobilier de bureau	3,616.00 $
Corporation d'affacturage J D	Agent de sécurité	1,974.03 $
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Accès electronique au courrier parlementaire	1,950.00 $
Courrier Valleyfield	Messagerie	1,251.26 $
Déménagement Universel inc.	Services de déménagement et livraison	4,948.03 $
Éditions Yvon Blais inc., Les	Abonnements	9,913.92 $
Equipbureau Canada inc.	Travaux de câblage réseau	3,229.00 $
Galarneau, Sauvé inc.	Huissier	2,156.31 $
Gestar cons. et form. en gestion des doc. adm. et des archives inc.	Maintenance Documentik	7,675.00 $
Gestion conseils Sébastien Couture inc.	Service professionnel pour implantation SGR2	2,175.00 $

Fournisseur	Description	Montant
Groupe de sécurité Garda SENC	Agent de sécurité	6,759.81 $
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Assemblée des régisseurs- Location de salle	3,159.05 $
Hôtel Forestel Centre des Congrès	Location de salles	1,180.00 $
Hôtel Gouverneur - Sept-Îles (Gouverneur inc.)	Location de salles	1,264.76 $
I.P.A.S. [Investigation-Protection-Accès-Sécurité] inc.	Agent de sécurité	13,972.00 $
Joseph Clermont inc.	Impression d'enveloppes	8,507.25 $
Langlois Kronström Desjardins avocats S.E.N.C.R.L.	Avocats	4,040.44 $
Le toit rouge	Tables d'échanges juridiques - Location de salle	5,401.22 $
Lexisnexis Canada inc.	Ouvrages de référence	2,717.50 $
Marchand, Mario (002)	Service professionnel pour les ressources humaines	4,937.00 $
MDG Communication + Design inc.	Graphisme et impression rapport annuel	7,583.50 $
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Matériel informatique	18,718.00 $
Norbec Communication	Système d'appel pour salles d'audience	2,237.70 $

Fournisseur	Description	Montant
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Huissier	12,611.30 $
Paradis Montpetit Beauchamp, huissier justice, div. Recouv.	Huissier	1,723.84 $
Paradis, Lemieux, Francis, S.E.N.C.	Avocats	2,097.72 $
Paré, Ouellet, Bigaouette et associés	Huissier	1,906.48 $
Revera Health Services Clinic LP	Service de santé-aide aux employés	1,110.00 $
Service de bureau Vic-Tek inc.	Caisses enregistreuses	3,044.25 $
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Interprétation pour les sourds-muets	1,210.00 $
Softchoice LP	Imprimantes	5,381.55 $
Supremex inc.	Impression d'enveloppes	5,422.60 $
Sylvestre & Associés S.E.N.C.R.L. (avocats)	Avocats	5,066.53 $
Trudel Nadeau avocats S.E.N.C.R.L.	Avocats	8,182.38 $

Fournisseur	Description	Montant
Vidéotron ltée	Services de communication	2,523.66 $
Wokebe inc.	Décontamination - Salle des serveurs	2,245.00 $
TOTAL		**250,835.16 $**

8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Aucun appel d'offres publics n'a été lancé par la Régie du logement en 2014-2015. C'est le CSPQ qui procéde lors de nos acquisitions nécessitant un mode d'octroi par soumission publique et qui publie sur le SéAO.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

Note : Informations compilées jusqu'au 28 février 2015.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;
f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat, ayant fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le président de la Régie du logement, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, n'a été octroyé par la Régie du logement en 2014-2015.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
    a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
    b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
    c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
    d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
    e) une description de son mandat;
    f) la date de début de son contrat;
    g) la date prévue de fin de son contrat;
    h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Aucun nouveau projet informatique en 2014-2015.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
k) type perfectionnement ou ressourcement :
I. a) au Québec;
II. II. b) à l'extérieur du Québec.

Catégorie :	**Coût 2014-2015**
a) Photocopie :	37 906 $
b) Mobilier de bureau :	15 021 $
c) Ameublement :	2 260 $
d) Décoration et embellissement :	0 $
e) Distributeur d'eau de source :	2 821 $
f) Remboursement des frais de transport :	113 248 $
g) Remboursement des frais d'hébergement :	44 923 $
h) Remboursement des frais de repas :	37 567 $
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	152 $

j)-k) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec :	
frais de voyage :	26 640 $
frais d'inscription :	14 808 $
II. b) à l'extérieur du Québec :	
frais de voyage :	0 $
frais d'inscription :	0 $

Note : Les montants inscrits couvrent la période du 1er avril au 28 février 2015.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
d) les coûts d'acquisition des appareils;
e) le coût d'utilisation des appareils;
f) le coût des contrats téléphoniques;
g) les noms des fournisseurs;
h) le nombre de minutes utilisées;
i) les ordinateurs portables;
j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
k) le coût des frais d'itinérance.
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

---

a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;

Au 28 février 2015, la Régie du logement avait 19 cellulaires et 15 « BlackBerry » et aucun IPhone ou autres types de téléphones intelligents.

b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);

La Régie du logement n'a aucune tablette électronique.

c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;

1 téléavertisseur est utilisé au coût de 44,84$/an.

d) les coûts d'acquisition des appareils;

Inclus dans l'abonnement.

e) et f) le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques;

MOIS	MONTANT
Avril 2014	934,00 $
Mai 2014	926,33 $
Juin 2014	1 219,92 $
Juillet 2014	1 085,10 $
Août 2014	1 109,49 $
Septembre 2014	876,53 $
Octobre 2014	1 218,77 $
Novembre 2014	873,14 $
Décembre 2014	869,50 $
Janvier 2015	869,50 $
Février 2015	869,50 $
Mars 2015	
TOTAL	**10 851,78 $**

Données compilées jusqu'au 28 février 2015

g) les noms des fournisseurs;

Rogers Direct

h) le nombre de minutes utilisées;

39 479,70

i) les ordinateurs portables;

La Régie du logement n'a procédé à aucun achat d'ordinateurs portables au cours de l'exercice 2014-2015.

j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;

77

k) le coût des frais d'itinérance.

80,00 $

l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

500,00 $

15.

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le

nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans et +		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	4 80 %[3]	1 20 %[3]	5 2 %		5 100 %					1 20 %
Professionnels	7 35 %[3]	13 65 %[3]	20 9 %[4]	6 30 %	14 70 %					6 30 %[3]
Fonctionnaires	48 31 %[3]	105 69 %[3]	153 69 %[4]	17 11 %	136 89 %		19 12 %[3]	1 1 %[3]		38 25 %[3]
Total de l'effectif régulier [1] et occasionnel	59 33 %[4]	119 67 %[4]	178 81 %[5]	23 13 %	155 87 %		19 11 %	1 1 %		45 25 %[4]
Hors cadres [2]	20 47 %	23 53 %	43 19 %		43 100 %		1 2 %			1 2 %[3]
Total de l'effectif Global	79 36 %[5]	142 64 %[5]	221 100 %	23 10 %	198 90 %		20 9 %[5]	1 0,5 %[5]		46 21 %[5]

1 Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique
2 Personnel de la haute direction et régisseurs
3 Pourcentage par catégorie d'emploi
4 Pourcentage de l'effectif régulier et occasionnel
5 Pourcentage de l'effectif global

Données en date du 28 février 2015

Question 15 c) e)

---

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Nombre total de journées de maladie prises par le personnel en 2014-2015

	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Maladie (jours) (1)	28,50	346,00	2801,50	3745,00

(1) Tient compte de l'assurance traitement
Les données sont en date du 6 mars 2015

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
– le coût moyen par employé, selon la classe de travail

Nombre total d'heures supplémentaires faites par le personnel en 2014-2015

	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Heures suppl.	0	1592,23	7852,92	9445,15
Coût moyen par employé	0 $	3 601,70 $	1 712,48 $	1 930,89 $

Les données sont en date du 6 mars 2015

Question 15 d) g)

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

Réserve de congés de maladie

d)

	Hors-Cadre	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire
Moins de 10 jours	0	0	2	64
De 10 à 50 jours	0	4	10	62
De 50 à 100 jours	0	1	5	14
100 jours et plus	0	0	3	13

Réserve de jours de vacances

g)

	Hors-Cadre	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire
Moins de 10 jours	15	1	8	93
De 10 à 50 jours	17	3	11	57
De 50 à 100 jours	6	1	1	2
100 jours et plus	5	0	0	1

Les données sont en date du 6 mars 2015

Question 15 f) h)

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

EMPLOYÉS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
(Embauchés selon la Loi sur la fonction publique)

	2014-2015	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
f)	Nombre de jours de vacances	155,50	186,50	285,50	677,00	738,50	377,50	274,50	107,50	265,00	122,00	101,50	92,50	3383,50
h)	Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Non pertinent												

Question 15 i) j) k) l)

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

2014-2015	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	3	3	16	8	13	43
Montréal	25	1	4	3	40	73
Ouest du Québec	8	1	0	0	19	28
Québec et Est du Québec	7	0	0	1	22	30
Total	**43**	**5**	**20**	**12**	**94**	**174**

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2015 est de 197 ETC

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

2014-2015 : 3 employés

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

2014-2015 : 0 employé

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question 15 m)

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions) :

2014-2015	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	3	3	16	9	17	48
Montréal	25	1	4	3	65	98
Ouest du Québec	8	1	0	0	29	38
Québec et Est du Québec	7	0	0	1	29	37
Total	**43**	**5**	**20**	**13**	**140**	**221**

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2015 est de 197 ETC
Les données sont en date du 28 février 2015

2013-2014	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	3	15	9	19	48
Montréal	26	0	5	4	63	98
Nord et Ouest du Québec	11	1	0	0	35	47
Québec et Est du Québec	5	1	0	1	23	30
Total	**44**	**5**	**20**	**14**	**140**	**223**

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2014 est de 203 ETC

2012-2013	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	3	15	9	15	44
Montréal	26	0	5	5	61	97
Nord et Ouest du Québec	10	1	0	0	36	47
Québec et Est du Québec	5	1	0	1	26	33
Total	**43**	**5**	**20**	**15**	**138**	**221**

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2013 est de 202 ETC

Question 15 n)

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

---

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 15 o)

o) le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 15 p)

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

---

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

16.

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Nombre de départs à la retraite en 2014-2015 La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes	
b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	1[1]
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016	44[2]
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017	8[3]
d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	0

[1] 1 départ à la retraite sur 3 a été remplacé, soit 33%.
[2] Incluant 16 régisseurs, dont le président et la vice-présidence aux affaires juridiques.
[3] Incluant 2 régisseurs

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de la location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l'espace loué;
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Le montant total de location versé est de **1 952 604.02 $** pour la période du 1er avril 2014 au 28 février 2015.

Coût des aménagements depuis avril 2014 : **68 745.11 $**

Emplacement	Superficie louée -m²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2014	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
BAIE-COMEAU 625, boul. Laflèche	68,37	10 864.26 $		2015-06-14	Société en commandite Laflèche
DRUMMONDVILLE 1680, boul. Saint-Joseph	96,34	12 323.85 $		note 1	S.Q.I.
GASPÉ 96, Montée Sandy Beach	41,6	8 136.26 $		note 1	S.Q.I.
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel de Ville	379,24	84 032.52 $		note 1	S.Q.I.
GRANBY 77, rue Principale	174,47	22 058.63 $		note 1	S.Q.I.
JOLIETTE 450, rue Saint-Louis	131,32	20 450.54 $		note 1	S.Q.I.
SAGUENAY 3950, boul. Harvey	276,91	33 511.39 $		note 1	S.Q.I.
LAVAL 2800, boul. Saint-Martin O.	351,4	71 124.90 $		note 1	S.Q.I.
LÉVIS 5130, boul. Guillaume-Couture	65,06	9 572.53 $		2020-02-15	Hydro-Québec
LONGUEUIL 201, Place Charles-Lemoyne	631,61	75 182.36 $	55 231.89 $	note 1	S.Q.I.
MONTRÉAL (village olympique) 5199, Sherbrooke est	4694.22	930 333.47 $		entente de location 2017-06-30	Capreit 2 limited partnership
MONTRÉAL - entrepôt 190, boul. Crémazie est	740,17	67 674.09 $	13 513.22 $	note 1	S.Q.I.

Emplacement	Superficie louée -m²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2014	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
MONTRÉAL (centre-ville) 1425, René-Lévesque O.	713,82	132 451.55 $		2020-02-29	Complexe 1425 RLO S.E.C.
QUÉBEC 900, bl. René-Lévesque est	847,39	224 031.39 $		2028-03-31	9292-6369 Québec inc.
RIMOUSKI 337, rue Moreault	276,22	36 334.87 $		note 1	S.Q.I.
RIVIÈRE-DU-LOUP 33, rue de la Cour	32,6	5 178.36 $		note 1	S.Q.I.
ROBERVAL 755, boul. Saint-Joseph	25,21	3 914.79 $		2018-10-31	Société en commandite Plaza Roberval enr.
ROUYN-NORANDA 255, rue Principale	48,29	7 449.20 $		2014-10-31	Développement Tetra inc.
SAINT-ANTOINE 500, boul. des Laurentides	197,39	37 661.36 $		2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.
SAINT-HYACINTHE 600, avenue Sainte-Anne	58,56	9 850.50 $		2014-09-30	Dominique St-Jean & Pierre Bienvenue
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 109, rue St-Charles	123,89	20 240.22 $		note 1	S.Q.I.
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD 151, rue Salaberry ouest	98,17	13 647.48 $		2011-06-30	9183-2436 Québec inc.
SEPT-ILES 456, rue Arnaud	46,85	7 568.88 $		2017-12-31	Gestion Immobilière de la Rive
SHAWINIGAN 212, 6e rue	67,16	8 838.94 $		note 1	S.Q.I.
SHERBROOKE 200, rue Belvedère nord	273.34	52 764.91 $		2019-07-14	2423-5632 Québec inc.

Emplacement	Superficie louée -m^2	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2014	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
THETFORD-MINES 693, St-Alphonse nord	5,20	688.38 $		note 1	S.Q.I.
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette	309,79	38 869.93 $		note 1	S.Q.I.
VAL-D'OR 595, 6e avenue	21,68	3 848.46 $		2015-01-07	André Soucy
TOTAL versé à la S.Q.I.		**1 952 604.02 $**	**68 745.11 $**		
Note 1: Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété (S.Q.I.)					

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autre travail n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction de la Régie du logement.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Sans objet.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant
    a) le poste initial;
    b) le salaire;
    c) le poste actuel, s'il y a lieu;
    d) la date de la mise en disponibilité;
    e) les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.) fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) prévisions pour 2015-2016;
c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

a) coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Juridique

Accès à l'information : loi annotée (selon MAJ)	455.00 $
Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ + 1 connexion électronique)	417.00 $
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	69.00 $
Banque AZIMUT – SOQUIJ (électronique)	3 450.00 $
Charte des droits de la personne Alter Ego	210.00 $
Code civil du Québec et Code de procédure civile (volumes reliés en format poche, 53 exemplaires)	2 611.00 $
Code civil du Québec (selon MAJ)	67.00 $
Code de procédure civile (MAJ)	67.00 $
Code municipal et lois connexes (selon MAJ)	67.00 $
Droit de la personne et les relations de travail (selon MAJ)	209.00 $
JurisClasseur Québec – Collection de 24 volumes (selon MAJ)	2 492.00 $
La Référence (accès électronique)	5 395.00 $
LégisQuébec (10 licences- électronique)	7 553.00 $
Loi du travail	48.00 $
Lois et règlements sur le logement locatif (MAJ)	5 250.00 $
Lois sur les cités et villes	67.00 $
Revue légale	327.00 $
Tableau des modifications et index sommaire des règlements (5 accès électronique)	560.00 $
Tribunaux administratifs du Québec – Règles et législations annotées (selon MAJ)	135.00 $

Gestion

Le Courrier parlementaire (électronique – service quotidien)	1 950.00 $
Canadian Lawyer	75.00 $
Les mesures disciplinaires et non-disciplinaires dans les rapports collectifs (selon MAJ)	438.00 $

Communications

Journal de Montréal	40.00 $
Journal La Presse	110.00 $
Journal Le Devoir	359.00 $
Journal Le Soleil	110.00 $
Journal The Gazette	100.00 $
Journal de Québec	40.00 $
Journal Le Droit	110.00 $
Service *Press Reader*	329.00 $
Time magazine	57.00 $

TOTAL : 33 167.00 $

Note : compilation faite du 1er avril 2014 au 28 février 2015

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée en 2014-2015 pour l'achat de billet(s) de saison, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du site Web

www.rdl.gouv.qc.ca

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies (chargé de projet : Jeff McDonald) en collaboration avec deux membres du personnel de la Régie.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Le site Web est hébergé au CSPQ au coût de 1 200 $ par année.

L'entretien et la mise à jour du site sont effectués à l'interne.

Fréquence des visites (nombre de « hits »)

En 2014-2015, en date du 28 février 2015, le site Web de la Régie a été reçu 1 967 834 visites.

Fréquence moyenne de mises à jour

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut actualiser les documents relatifs à la fixation de loyer.

Le responsable du contenu sur le site

Denis Miron, conseiller en communication et édimestre.

28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

Voir la réponse de la question 7.

29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous ministérielle dans les régions du Québec n'a été faite en 2014-2015.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015:

a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) le nombre total de demandes reçues;
d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet.

32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

34. Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 de la Régie du logement.

35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

	Montant reçu en 2014-2015[1]
Primes au rendement et bonis	**0 $**

[1] Information connue au 28 février 2015

38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

2014-2015	0 $ (Allocation de transition)

39. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche de leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

41. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés;
c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Conseil exécutif** pour tous les ministères et organismes.

42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

COMITÉ DE SÉLECTION POUR LE RENOUVELLEMENT DE MANDATS DES RÉGISSEURS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

Mandat : Le comité est chargé de procéder au renouvellement de mandat des régisseurs de la Régie du logement au terme de leur mandat, selon la procédure prévue à l'article 7.7 de la Loi sur la Régie du logement.	
Membres	**Honoraires**
M^me^ Jeanne Leclerc	261 $
M^me^ Suzanne Comtois	700 $
M. Raymond Levasseur	128 $
M^me^ Camille Brassard	298 $
M^me^ Lucie Lauzière	400 $

43. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

44. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

Il n'y a aucun fonctionnaire ou ETC affecté à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord.

47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

---

a) La dépense totale en 2015-2015

CATÉGORIE DE DÉPENSES	2014-2015[1]
Continuité	
Encadrement	32 600 $
Services professionnels internes	460 382 $
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	754 086 $[2]
Services professionnels externes	83 855 $
Achat de logiciels, licences et matériel	280 404 $
Projets (nouvelles initiatives et parachèvement)	
Services professionnels internes	0 $
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	0 $
Services professionnels externes	0 $
Achat de logiciels, licences et matériel	0 $
TOTAL	**1 611 326 $**

[1] Dépenses en date du 28 février 2015
[2] Incluant les dépenses en téléphonie

b) Les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Sept (7) employés sont attitrés aux dossiers informatiques.

d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Voir la question 11.

50.

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

---

a) La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune

51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Voir la réponse de la question 15 c) et 15 f).

52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au **rapport annuel 2014-2015** des ministères et organismes.

54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

La Régie du logement n'a produit et n'a commandé aucun rapport pour l'exercice financier 2014-2015.

1. Indiquer la somme dépensée en 2014-2015 (et les prévisions pour 2015-2016) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question générale 49.

4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, pour l'année 2014-2015, indiquer :

   a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration;
   b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;
   c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;
   d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

---

a) La Régie du logement n'a aucun conseil d'administration

b)

Renouvellements 2014-2015

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Foucault, Lyne	Régisseure	2014-04-05	2019-04-04	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gravel, Jocelyne	Régisseure	2014-04-13	2019-04-12	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Morin, Anne	Régisseure	2014-04-13	2019-04-12	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gagnon, Pierre	Régisseur	2014-05-01	2016-05-30	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Charbonneau, Ronald	Régisseur	2014-05-31	2019-05-30	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gascon, Jocelyne	Régisseure	2014-10-25	2019-10-25	138 730 $	Voir CV joints à la suite des

					tableaux
Barakatt, Jocelyn	Régisseur	2014-10-25	2015-10-25	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Dumont, Danielle	Régisseure	2015-03-03	2015-08-02	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
De Palma, Luce	Régisseure	2015-03-20	2020-03-20	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Moffatt, Éric Luc	Régisseur	2015-03-20	2020-03-20	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux

c)

Nominations 2014-2015

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Morin, Anne	Vice-présidente	2014-12-18	2019-04-13	145 667 $	Voir CV joints à la suite des tableaux

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Renouvellements 2014-2015

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Foucault, Lyne	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Gravel, Jocelyne	0,00 $	253.43 $	26.70 $	280.13 $
Morin, Anne	1 312,43 $	3 679,17 $	1 047,46 $	6 039,06 $
Gagnon, Pierre	2 519,41 $	2 010,71 $	905,25 $	5 435,37 $
Charbonneau, Ronald	1 358,64 $	989,78 $	774,07 $	3 122,49 $
Gascon, Jocelyne	0,00 $	129,35 $	0,00 $	129.35 $

Barakatt, Jocelyn	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Dumont, Danielle	2 847,39 $	4 111,91 $	1 652,23 $	8 611,53 $
De Palma, Luce	0,00 $	36,11 $	25,14 $	61,25 $
Moffatt, Éric Luc	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Nominations 2014-2015

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Morin, Anne	1 312,43 $	3 679,17 $	1 047,46 $	6 039,06 $

Nominations 2014-2015

MORIN, Anne

ÂGE	**62 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1975	**Licence en droit**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	**Régisseuse**
2001 - 2004	**Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse**
1996 - 2001	**Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale**
1979 - 1996	**Conseillère juridique et greffière spéciale**
	Commission de protection du territoire agricole du Québec
1990	**Conseillère juridique**
	Canadien Pacifique ltée
1977 - 1979	**Avocate**

Renouvellements 2014-2015

FOUCAULT, Lyne

ÂGE	**48 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1987	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseuse
	Commission de la santé et de la sécurité du travail
2000 - 2004	Réviseuse – Révision administrative
1999 - 2000	Consultante en communication et en rédaction – courtage publicitaire
	Municipalité de Prévost
1998 - 1999	Greffière adjointe
	Pilon, Boldue & associés
1993 - 1997	Avocate associée
	Filfe Paquin Filion, avocats
1991 - 1993	Avocate juniore
	Bourse de Montréal
1989 - 1991	Analyste en réglementation des valeurs mobilières

(2013-08-23)

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

1999 - 2001	**CLSC Arthur-Buies** Membre du conseil d'administration
1991 - 1996	**La Chambre de Commerce de Saint-Jérôme métropolitain** Membre
1979 - 1990	**La société canadienne de la Croix-rouge** Membre
1979 - 1990	**Corporation du Service national des sauveteurs du Canada** Membre

GRAVEL, Jocelyne

ÂGE 51 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1985	Baccalauréat en droit
	Université de Sherbrooke
1984	Attestation d'études de « Common Law »

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseuse
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration Canada
1995 - 2004	Agente d'audiences
2002 - 2003	Directrice adjointe des audiences par intérim
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
1989 - 1995	Agente d'auditions
	Godin, Raymond, Hudon, Charest & Cie
1987 - 1989	Avocate – Litige civil et immobilier

(2013-08-23)

MORIN, Anne

ÂGE 62 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal
1975 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 2004 Régisseuse
2001 - 2004 Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse
1996 - 2001 Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale
1979 - 1996 Conseillère juridique et greffière spéciale

Commission de protection du territoire agricole du Québec
1990 Conseillère juridique

Canadien Pacifique ltée
1977 - 1979 Avocate

GAGNON, Pierre

ÂGE 68 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université d'Ottawa
1994	Diplôme d'études supérieures en traduction juridique
1969	Licence en droit
1965	Baccalauréat ès arts

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 1980	Régisseur
1975 - 1980	Avocat en pratique privée
	La Clinique juridique populaire de Hull inc.
1974 - 1975	Avocat et directeur
1971 - 1975	Avocat en pratique privée
	Me Clément-Noël Beauchamp
1970 - 1971	Avocat

(2013-08-23)

CHARBONNEAU, Ronald

ÂGE 61 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1976	Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseur
	Sylvestre, Charbonneau, Fafard
1981 - 2004	Avocat associé
	Université du Québec à Montréal
1981 - 1991	Chargé de cours en droit du logement
	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite-Bourgogne inc.
1977 - 1981	Avocat

(2013-08-21)

BARAKATT, Jocelyn

ÂGE	**62 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Institut canadien des valeurs mobilières
1989	Licence
	Association québécoise de planification fiscale et successorale
1987	Études en fiscalité
	Université Laval
1975	Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseur
Depuis 2004	Conciliateur pour l'Est du Québec
	Barakatt avocats
1990 - 2004	Avocat
1987 - 1990	Avocat-conseil dans le domaine des valeurs mobilières et de la planification financière
1976 - 1987	Avocat en pratique privée au sein de différents cabinets de la région de Québec

GASCON, Jocelyne

ÂGE 57 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université du Québec à Montréal
1985	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseuse
	Commission de la santé et de la sécurité du travail
2001 - 2004	Réviseuse
	Commission des lésions professionnelles
1998 - 2001	Avocate
	Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
1988 - 1998	Avocate
	Centre communautaire juridique de Montréal
1987	Stagiaire puis avocate – Bureau d'aide juridique de Villeray

DUMONT, Danielle

ÂGE 59 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Centre de relation d'aide de Montréal inc.
1991 Certificat en relation d'aide psychologique et pédagogique

Université de Montréal
1980 - 1982 Scolarité de maîtrise en droit des affaires
1978 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 1981 Régisseuse

Dumont & Bentivegna
1979 - 1981 Avocate associée

DE PALMA, Luce

ÂGE 56 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1996 Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit administratif

1979 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement

Depuis 2000 Régisseuse

1987 - 1993 Conseillère juridique et greffière spéciale

1981 - 1985 Régisseuse

Commission des lésions professionnelles

1998 - 2000 Conseillère juridique

Régie des alcools, des courses et des jeux

1997 - 1998 Conseillère juridique

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles

1993 - 1997 Conseillère juridique

Régie de l'assurance automobile du Québec

1985 - 1987 Membre du Bureau de révision

MOFFATT, Eric Luc

ÂGE	**56 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
1982	**Université de Montréal** **Licence en droit**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2000	**Régie du logement** **Régisseur**
1984 - 1998	**Mallette, Moffatt, Deschamps** **Avocat associé**

9. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2014						
1	Collecte des données en ressources informationnelles	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
1	Suivi informationnel (PARI - PTPARI)	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
2	Compétences des titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	2,5	0,00 $
2	Formation ressource de première ligne en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	6,5	0,00 $
3	Regards croisés des politiques publiques dans les pays scandinaves et au Québec - Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	2	2	0,00 $
7 au 10	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	1	28	0,00 $
10	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3,75	0,00 $
11 ou 30	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	7	2	0,00 $
15 et 16	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
15	SAGIR	Consultant SAGIR	Montréal	1	3,5	0,00 $
15	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
15	SAGIR	Sébastien Couture	Montréal	1	2	0,00 $
16 et 17	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	2	14	0,00 $
22 et 29	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin	Montréal	1	14	0,00 $
24 et 25	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Beauharnois	1	13	250,00 $
29	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
30 avril au 26 mai	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	126	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2014						
1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 ou 16	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	75	2	0,00 $
5 au 9	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	31,5	0,00 $
9 et 10	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
12 et 13	SISTA - Pilotage, paniers de tâches et modèle de données	Nurun	Montréal	1	14	1 575,00 $
13, 14 et 15	Session d'accueil à l'intention des nouveaux membres des tribunaux administratifs	MCEQ	Québec	2	18	0,00 $
15	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	BDM	Montréal	1	1,5	30,00 $
29 et 30	Formation pratique en matière de protection des personnes inaptes; Les jugements par défaut, vérification des jugements par défaut	AJBM	Montréal	1	4	0,00 $
JUIN 2014						
1 au 3	30e Colloque annuel	CTAC	Gatineau	3	21	0,00 $
5 au 7	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	3	21	1 363,50 $
6	Le langage clair en droit	Conférence des juges administratifs du Québec	Montréal	1	3	100,00 $
6	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	1	4,5	400,00 $
9 au 13	École d'été 2014 du Laboratoire de cyberjustice	Laboratoire de cyberjustice de l'université de Montréal	Montréal	1	27	0,00 $
10	Plan des mesures d'urgence	SQI	Rivière-du-Loup	1	1	0,00 $
11	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	45	7	0,00 $
12	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	44	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2014						
2 au 21	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	98	0,00 $
AOÛT 2014						
29	L'interface politico-administrative	Centre de Leadership et de Développement des compétences	Via correspondance	1	0,5	25,00 $
SEPTEMBRE 2014						
2	Rencontre de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	2	0,00 $
10	Initiation au Qualimètre	MCEQ	Québec	1	7	25,00 $
15 sept. au 3 oct.	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	105	0,00 $
16	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	CJA	Montréal	1	1,75	0,00 $
29	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	5	2,75	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2014						
1	Atelier d'études de cas en assurance traitement	SCT	Montréal	1	3,3	0,00 $
7 et 8	Rendez-vous de l'habitation; Entretiens sur l'habitat	SHQ	Montréal	1	14	86,97 $
8	Le sens de l'État : Être au service de l'intérêt public	SES	Québec	1	3	0,00 $
9	Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	SES	Québec	1	3,15	0,00 $
15 et 16	SISTA - Correspondance et rapports	Nurun	Québec	1	14	964,00 $
15 et 16	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 $
17	Atelier de la DGSAGIR sur les réserves	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
20	Forum 2014 sur le règlement des griefs	Ministère du Travail	Montréal	2	8	347,00 $
21 et 22	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
23	Rencontre de la table des coordonnateurs CSST	RRSPT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Tarification CSST	SCT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Plan de réponse pour des établissements sécuritaires	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Drummondville	2	1,5	0,00 $
28 et 29	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	5	14	0,00 $
29	Les habilités politiques	Association des conseillers en gestion des RH	Montréal	1	3,3	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014						
3 au 7	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	1	32,5	0,00 $
4 et 5	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 $
5	Session d'information sur le Régime de retraite de l'administration supérieure (gros RRAS)	MCEQ	Québec	1	2,75	0,00 $
5	Immobilisations au gouvernement - Initiation	Contrôleur des finances	Montréal	1	7	0,00 $
5	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Laval	2	1,5	0,00 $
6	Sécurité dans les palais de justice	MSP	Joliette	1	2	0,00 $
6	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Joliette et Laval	3	1,5	0,00 $
7	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Rivière-du-Loup	1	1,5	0,00 $
11 et 12	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 $
12	Plan des mesures d'urgence	SQI	Granby	1	1,5	0,00 $
13 et 14	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
18	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3	0,00 $
18	Gestion de l'application de la loi sur les archives - GALA transactionnel	BAnQ (Archive nationale)	0	1	3,5	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014 (suite)						
18 et 19	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $
21	Colloque sur le louage résidentiel (3e édition)	BDM	Montréal	1	8,5	0,00 $
21	Atelier de la DGSAGIR sur les avancements d'échelon	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
25	Plan de prévention	RRSPT	Québec	1	7	295,00 $
26 et 27	Session d'accueil des nouveaux titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	SES	Québec	1	11,15	0,00 $
26	Conférences sur les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,75	140,00 $
26 et 27	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2014						
1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BDQ	Formation via web	4	3	46,00 $
2 et 3	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 $
3 et 4	Table d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Longueuil	42	12	468,00 $
3	Déléguer pour une meilleure efficacité	ENAP	Montréal	1	7	425,00 $
5	Formulation du jugement - Principes de base	Juge Henri Richard de la Cour du Québec	Boucherville	33	3	585,00 $
8	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	1	2,75	0,00 $
9 et 10	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
11	Conférences L'administration du bien d'autrui après 20 ans Réformer la justice administrative québécoise. À quand la prochaine étape? Les animaux comme objet du droit : valorise-t-on la protection animale au Québec ?	BDQ	Montréal	1	3	0,00 $
16	Arbitrage de griefs	SCT	Montréal	2	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2015						
29	Formation - Outils de travail pour personnes non-voyantes	Institut Nazareth & Louis-Braille	Montréal	1	3,5	0,00 $
FÉVRIER 2015						
2 et 3	Secouriste premier répondant	Fondation du Cœur	Gatineau	1	14	0,00 $
2 et 3	Secourisme en milieu de travail	Clinique médicale privée Opti-Soins	Jonquière	1	14	0,00 $
4 et 5	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Roxboro	1	14	0,00 $
9 au 20	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	70	0,00 $
12	Développer son leadership pour l'Administration publique	CSPQ-CLDC	Québec	1	6	270,00 $
16 au 27	Fonctionnement du bureau des plaintes	Formation à l'interne	Montréal	1	14	0,00 $
17	SAGIR - ATE-17 Fermeture annuelle	SCT	Formation via web	2	3,5	0,00 $
19, 20, 26 et 27	Formation sur Microsoft Excel	Edumicro	Montréal	1	28	519,68 $
23 et 24	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 $
26 et 27	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Trois-Rivières	1	14	0,00 $

10. Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016.

S.I.Q.	AMÉNAGEMENT	DESCRIPTION
2014-2015	55 232 $	*Endroit : Bureau de Longueuil* Réfection de deux salles d'audience
	13 513 $	*Endroit : Entrepôt (rue Crémazie, Montréal)* Réparation du quai d'embarquement
TOTAL :	***68 745 $***	

11. Nombre de personnes parties à la retraite en 2014-2015

---

3 personnes sont parties à la retraite en 2014-2015.

12. Nombre de personnes engagées en 2014-2015

---

14 personnes ont été engagées en 2014-2015.

13. Nombre de personnes licenciées en 2014-2015.

Aucune

14. Nombre d'ETC en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016

L'effectif autorisé au 31 mars 2015 est de 197 ETC.

18. Liste des études de regroupement produites en 2014-2015, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Aucune étude de regroupement n'a été produite n'a été produite par la Régie du logement en 2014-2015.

41. Copie de toute la correspondance avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2014-2015.

Sans objet

47. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandat, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

La Régie du logement, seule ou avec d'autres partenaires, n'a fait partie d'aucun comité interministériel en 2014-2015.

2. Indiquer les sommes dépensées en 2014-2015 par votre ministre et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question générale 49.

4. Nombre de régisseurs pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Année	Nombre de régisseurs qui entendent des causes
2014-2015	40

Il importe de préciser que trois régisseurs n'entendent pas de cause, en l'occurrence les régisseurs occupant les postes à la Présidence, M[e] Luc Harvey, et à la Vice-présidence, M[e] Isabelle Normand et M[e] Anne Morin depuis le 18 décembre 2014 (non inclus dans le tableau ci-dessus).

5. Nombre moyen de causes entendues par régisseur pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Nombre d'audiences tenues par catégorie

Régie du logement

Volume des audiences tenues	2014-2015*
Fixation	4 405
Révision	122
Non-paiement	38 191
Causes civiles	20 265
TOTAL	62 983

* : Données en date du 28 février 2015

6. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.

Ensemble de la Régie

Délai pour une première audience		2014-2015*
Fixation et révision		6,5
Non-paiement		1,4
Causes civiles	Urgente	2,3
	Prioritaire	16,7
	Générale	20,2

* : Données en date du 28 février 2015

7. Statistiques sur les activités de la Régie, ventilées par région, en indiquant :

a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;
b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
c) le nombre de décisions rendues;
d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
f) le nombre de décisions contestées;
g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
h) le nombre de forcloses.

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTES TRIE PAR TYPE DE RECOURS

Volume des demandes introduites et relancées

FIXATION	2014-2015*
Introduites par les propriétaires	4 001
Introduites par les locataires	103
Causes relancées	-
Total	4 104

RÉVISION	2014-2015*
Introduites par les propriétaires	82
Introduites par les locataires	30
Causes relancées	-
Total	112

NON-PAIEMENT DE LOYER	2014-2015*
Recouvrements-résiliations	31 447
Résiliations pour retards fréquents	5 260
Causes relancées	-
Total	36 707

CAUSES CIVILES	2014-2015*
Causes introduites par les propriétaires	11 754
Demandes liées au déguerpissement	2 796
Résiliations de bail pour autre motif	3 714
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	1 453
Rétractations d'une décision	449
Reprises du logement	818
Dommages-intérêts	777
Expulsions après échéance du bail	322
Ordonnances	267
Autorisations de convertir en copropriété divise	128
Aliénations d'un ensemble immobilier	8
Recours propres aux logements à loyer modique	9
Travaux majeurs (autorisation)	28
Autres recours	985
Causes introduites par les locataires	7 447
Résiliations de bail	750
Diminutions de loyer	1636
Dommages punitifs	480
Autres dommages-intérêts	818
Rétractations d'une décision	1745
Autorisations de déposer le loyer	118
Restitutions d'une somme due	131
Ordonnances	270
Recours entre colocataires	73
Recours propres aux logements à loyer modique	46
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	38
Autres recours	1342
Causes relancées	-
Total des causes civiles	19 201

Volume des demandes relancées

	2014-2015*
Causes relancées	2 387
Total	2 387

Note: Depuis la conversion vers un nouveau système de mission, les données pour les causes relancées ne peuvent pas être identifiées par type de recours.

	2014-2015*
ENSEMBLE DES CAUSES	**62 511**

* : Données en date du 28 février 2015

B) LE NOMBRE DE REQUETES DEPOSEES TRIEES PAR TYPE DE REQUETE

Volume d'entrée des causes par bureau et par catégorie

Régie du logement

Volume des demandes introduites	2014-2015*
Fixation	4 104
Révision	112
Non-paiement	36 707
Causes civiles	19 201
TOTAL	60 124

Note: Les données de 2014-2015 représentent les nouvelles demandes introduites seulement.

Volume des demandes relancées

	2014-2015*
Causes relancées	2 387
Total	2 387

Note: Depuis la conversion vers un nouveau système de mission, les données pour les causes relancées ne peuvent pas être identifiées par type de recours.

Volume des demandes introduites		2014-2015*
2 - Saguenay	Fixation et Révision	17
	Non-paiement	546
	Causes civiles	379
	Causes relancées	31
	Total	**973**
4 - Roberval	Fixation et Révision	4
	Non-paiement	103
	Causes civiles	78
	Causes relancées	5
	Total	**190**
6 - Rimouski	Fixation et Révision	11
	Non-paiement	199
	Causes civiles	156
	Causes relancées	10
	Total	**376**
7 - Rivière-du-Loup	Fixation et Révision	4
	Non-paiement	129
	Causes civiles	68
	Causes relancées	9
	Total	**210**

8 - Gaspé	Fixation et Révision	3
	Non-paiement	151
	Causes civiles	84
	Causes relancées	6
	Total	**244**
10 - Sept-Îles	Fixation et Révision	41
	Non-paiement	204
	Causes civiles	120
	Causes relancées	7
	Total	**372**
11 - Baie-Comeau	Fixation et Révision	5
	Non-paiement	102
	Causes civiles	61
	Causes relancées	1
	Total	**169**
12 - Rouyn-Noranda	Fixation et Révision	11
	Non-paiement	118
	Causes civiles	126
	Causes relancées	12
	Total	**267**
13 - Val-d'Or	Fixation et Révision	3
	Non-paiement	90
	Causes civiles	87
	Causes relancées	9
	Total	**189**
14 - Shawinigan	Fixation et Révision	3
	Non-paiement	233
	Causes civiles	113
	Causes relancées	5
	Total	**354**
15 - Trois-Rivières	Fixation et Révision	19
	Non-paiement	638
	Causes civiles	315
	Causes relancées	49
	Total	**1 021**
16 - Drummondville	Fixation et Révision	14
	Non-paiement	586
	Causes civiles	292
	Causes relancées	17
	Total	**909**
18 - Québec	Fixation et Révision	248
	Non-paiement	4 329
	Causes civiles	1 970
	Causes relancées	218
	Total	**6 765**

22 - Gatineau	Fixation et Révision	104
	Non-paiement	2 304
	Causes civiles	859
	Causes relancées	144
	Total	**3 411**
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation et Révision	21
	Non-paiement	355
	Causes civiles	255
	Causes relancées	21
	Total	**652**
24 - Granby	Fixation et Révision	13
	Non-paiement	513
	Causes civiles	260
	Causes relancées	30
	Total	**816**
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation et Révision	28
	Non-paiement	604
	Causes civiles	264
	Causes relancées	29
	Total	**925**
26 - Sherbrooke	Fixation et Révision	32
	Non-paiement	1 262
	Causes civiles	633
	Causes relancées	74
	Total	**2 001**
27 - Valleyfield	Fixation et Révision	31
	Non-paiement	752
	Causes civiles	410
	Causes relancées	64
	Total	**1 257**
28 - Saint-Jérôme	Fixation et Révision	99
	Non-paiement	2 133
	Causes civiles	1 094
	Causes relancées	147
	Total	**3 473**
29 - Joliette	Fixation et Révision	17
	Non-paiement	689
	Causes civiles	371
	Causes relancées	58
	Total	**1 135**
31 - Montréal	Fixation et Révision	3 176
	Non-paiement	16 290
	Causes civiles	9 001
	Causes relancées	1 139
	Total	**29 606**

36 - Laval	Fixation et Révision	121
	Non-paiement	1 498
	Causes civiles	869
	Causes relancées	121
	Total	**2 609**
37 - Longueuil	Fixation et Révision	191
	Non-paiement	2 879
	Causes civiles	1 336
	Causes relancées	181
	Total	**4 587**

Note: Les données de 2014-2015 représentent les nouvelles demandes introduites seulement.

* : Données en date du 28 février 2015

C) LE NOMBRE DE DECISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par bureau et par catégorie

Régie du logement

Volume des décisions rendues	2014-2015*
Fixation	2 308
Révision	97
Non-paiement	25 674
Causes civiles	13 040
Total	41 119

* : Données en date du 28 février 2015

Volume des décisions rendues		2014-2015*
2 - Saguenay	Fixation	9
	Révision	0
	Non-paiement	395
	Causes civiles	254
	Total	**658**
4 - Roberval	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	64
	Causes civiles	63
	Total	**128**
6 - Rimouski	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	128
	Causes civiles	127
	Total	**256**
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	82
	Causes civiles	36
	Total	**119**
8 - Gaspé	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	135
	Causes civiles	85
	Total	**220**
10 - Sept-Îles	Fixation	0
	Révision	21
	Non-paiement	150
	Causes civiles	111
	Total	**282**

11 - Baie-Comeau	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	64
	Causes civiles	56
	Total	**120**
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	7
	Révision	0
	Non-paiement	72
	Causes civiles	97
	Total	**176**
13 - Val-d'Or	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	80
	Causes civiles	55
	Total	**138**
14 - Shawinigan	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	175
	Causes civiles	51
	Total	**228**
15 - Trois-Rivières	Fixation	6
	Révision	0
	Non-paiement	442
	Causes civiles	187
	Total	**635**
16 - Drummondville	Fixation	8
	Révision	0
	Non-paiement	412
	Causes civiles	217
	Total	**637**
18 - Québec	Fixation	206
	Révision	14
	Non-paiement	2 834
	Causes civiles	1 248
	Total	**4 302**
22 - Gatineau	Fixation	7
	Révision	0
	Non-paiement	1 663
	Causes civiles	422
	Total	**2 092**
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	15
	Révision	0
	Non-paiement	278
	Causes civiles	173
	Total	**466**

24 - Granby	Fixation	5
	Révision	2
	Non-paiement	386
	Causes civiles	246
	Total	**639**
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	23
	Révision	0
	Non-paiement	454
	Causes civiles	135
	Total	**612**
26 - Sherbrooke	Fixation	24
	Révision	0
	Non-paiement	806
	Causes civiles	388
	Total	**1 218**
27 - Valleyfield	Fixation	21
	Révision	0
	Non-paiement	566
	Causes civiles	297
	Total	**884**
28 - Saint-Jérôme	Fixation	156
	Révision	0
	Non-paiement	1 697
	Causes civiles	646
	Total	**2 499**
29 - Joliette	Fixation	13
	Révision	0
	Non-paiement	530
	Causes civiles	288
	Total	**831**
31 - Montréal	Fixation	1 641
	Révision	52
	Non-paiement	11 134
	Causes civiles	6 180
	Total	**19 007**
36 - Laval	Fixation	39
	Révision	2
	Non-paiement	1 086
	Causes civiles	543
	Total	**1 670**
37 - Longueuil	Fixation	120
	Révision	6
	Non-paiement	2 041
	Causes civiles	1 135
	Total	**3 302**

* : Données en date du 28 février 2015

D) LES DELAIS ENTRE LE DEPOT DE LA REQUETE ET L'AUDITION

Délai pour obtenir une première audience (en mois)

Régie du logement

Délai pour une première audience	Moyenne 2014-2015*
Fixation et révision	6,5
Non-paiement	1,4
Causes urgentes	2,3
Causes prioritaires	16,7
Causes générales	20,2

* : Données en date du 28 février 2015

Délai pour une première audience		2014-2015*
Fixation et Révision	2 - Saguenay	10,0
	4 - Roberval	9,4
	6 - Rimouski	4,4
	7 - Rivière-du-Loup	15,2
	8 - Gaspé	3,0
	10 - Sept-Îles	3,2
	11 - Baie-Comeau	0,0
	12 - Rouyn-Noranda	10,4
	13 - Val-d'Or	10,1
	14 - Shawinigan	10,5
	15 - Trois-Rivières	10,1
	16 - Drummondville	7,6
	18 - Québec	8,4
	22 - Gatineau	3,9
	23 - Saint-Hyacinthe	6,2
	24 - Granby	7,6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	6,8
	26 -Sherbrooke	8,1
	27- Valleyfield	3,5
	28 - Saint-Jérôme	11,0
	29 - Joliette	6,6
	31 - Montréal	5,8
	36 - Laval	10,5
	37 - Longueuil	7,0
	Moyenne: Régie du logement	**6,5**

Non-paiement	2 - Saguenay	1,7
	4 - Roberval	2,8
	6 - Rimouski	2,0
	7 - Rivière-du-Loup	1,9
	8 - Gaspé	2,3
	10 - Sept-Îles	1,8
	11 - Baie-Comeau	1,8
	12 - Rouyn-Noranda	2,0
	13 - Val-d'Or	1,7
	14 - Shawinigan	1,9
	15 - Trois-Rivières	1,7
	16 - Drummondville	1,7
	18 - Québec	1,3
	22 - Gatineau	1,6
	23 - Saint-Hyacinthe	1,9
	24 - Granby	1,7
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	1,7
	26 -Sherbrooke	1,5
	27- Valleyfield	1,6
	28 - Saint-Jérôme	1,4
	29 - Joliette	1,2
	31 - Montréal	1,3
	36 - Laval	1,4
	37 - Longueuil	1,5
	Moyenne: Régie du logement	**1,4**
Causes urgentes	2 - Saguenay	2,2
	4 - Roberval	5,0
	6 - Rimouski	1,6
	7 - Rivière-du-Loup	3,2
	8 - Gaspé	1,8
	10 - Sept-Îles	2,5
	11 - Baie-Comeau	2,0
	12 - Rouyn-Noranda	2,1
	13 - Val-d'Or	2,1
	14 - Shawinigan	6,5
	15 - Trois-Rivières	2,6
	16 - Drummondville	2,6
	18 - Québec	2,3
	22 - Gatineau	3,1
	23 - Saint-Hyacinthe	2,9
	24 - Granby	2,7
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	3,9
	26 -Sherbrooke	1,4
	27- Valleyfield	2,2
	28 - Saint-Jérôme	3,3
	29 - Joliette	2,8
	31 - Montréal	1,7
	36 - Laval	1,7
	37 - Longueuil	5,3
	Moyenne: Régie du logement	**2,3**

Causes prioritaires	2 - Saguenay	7,8
	4 - Roberval	8,6
	6 - Rimouski	6,5
	7 - Rivière-du-Loup	11,7
	8 - Gaspé	1,9
	10 - Sept-Îles	8,6
	11 - Baie-Comeau	3,9
	12 - Rouyn-Noranda	24,4
	13 - Val-d'Or	8,1
	14 - Shawinigan	26,1
	15 - Trois-Rivières	13,9
	16 - Drummondville	12,9
	18 - Québec	18,1
	22 - Gatineau	16,9
	23 - Saint-Hyacinthe	19,0
	24 - Granby	18,8
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	12,8
	26 -Sherbrooke	14,7
	27- Valleyfield	15,6
	28 - Saint-Jérôme	17,8
	29 - Joliette	17,3
	31 - Montréal	17,0
	36 - Laval	18,5
	37 - Longueuil	17,2
	Moyenne: Régie du logement	**16,7**
Causes générales	2 - Saguenay	12,6
	4 - Roberval	10,9
	6 - Rimouski	11,5
	7 - Rivière-du-Loup	19,3
	8 - Gaspé	3,9
	10 - Sept-Îles	13,6
	11 - Baie-Comeau	7,0
	12 - Rouyn-Noranda	21,8
	13 - Val-d'Or	19,6
	14 - Shawinigan	20,5
	15 - Trois-Rivières	22,3
	16 - Drummondville	16,6
	18 - Québec	20,8
	22 - Gatineau	25,2
	23 - Saint-Hyacinthe	18,3
	24 - Granby	22,0
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	21,8
	26 -Sherbrooke	19,9
	27- Valleyfield	17,6
	28 - Saint-Jérôme	24,4
	29 - Joliette	22,0
	31 - Montréal	20,6
	36 - Laval	23,2
	37 - Longueuil	19,9
	Moyenne: Régie du logement	**20,2**

* : Données en date du 28 février 2015

E) LES DELAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DECISION

Délais pour rendre une décision (en jours ouvrables)

Régie du logement

Délai pour rendre une décision	2014-2015*
Fixation et révision	23,0
Non-paiement	6,0
Causes civiles	18,0

* : Données en date du 28 février 2015

Délai pour rendre une décision		2014-2015*
Fixation et Révision	2 - Saguenay	12
	4 - Roberval	62
	6 - Rimouski	20
	7 - Rivière-du-Loup	25
	8 - Gaspé	0
	10 - Sept-Îles	55
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	26
	13 - Val-d'Or	32
	14 - Shawinigan	11
	15 - Trois-Rivières	24
	16 - Drummondville	49
	18 - Québec	29
	22 - Gatineau	33
	23 - Saint-Hyacinthe	12
	24 - Granby	34
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	13
	26 -Sherbrooke	23
	27- Valleyfield	53
	28 - Saint-Jérôme	48
	29 - Joliette	22
	31 - Montréal	20
	36 - Laval	15
	37 - Longueuil	15
	Moyenne: Régie du logement	**23**

Non-paiement	2 - Saguenay	7
	4 - Roberval	9
	6 - Rimouski	6
	7 - Rivière-du-Loup	8
	8 - Gaspé	8
	10 - Sept-Îles	9
	11 - Baie-Comeau	5
	12 - Rouyn-Noranda	7
	13 - Val-d'Or	10
	14 - Shawinigan	8
	15 - Trois-Rivières	7
	16 - Drummondville	9
	18 - Québec	6
	22 - Gatineau	6
	23 - Saint-Hyacinthe	8
	24 - Granby	5
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5
	26 -Sherbrooke	5
	27- Valleyfield	7
	28 - Saint-Jérôme	8
	29 - Joliette	7
	31 - Montréal	7
	36 - Laval	6
	37 - Longueuil	6
	Moyenne: Régie du logement	**6**
Causes civiles	2 - Saguenay	15
	4 - Roberval	13
	6 - Rimouski	18
	7 - Rivière-du-Loup	17
	8 - Gaspé	16
	10 - Sept-Îles	12
	11 - Baie-Comeau	10
	12 - Rouyn-Noranda	9
	13 - Val-d'Or	12
	14 - Shawinigan	17
	15 - Trois-Rivières	22
	16 - Drummondville	32
	18 - Québec	24
	22 - Gatineau	10
	23 - Saint-Hyacinthe	13
	24 - Granby	18
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	12
	26 -Sherbrooke	8
	27- Valleyfield	13
	28 - Saint-Jérôme	18
	29 - Joliette	23
	31 - Montréal	19
	36 - Laval	14
	37 - Longueuil	12
	Moyenne: Régie du logement	**18**

* : Données en date du 28 février 2015

F) LE NOMBRE DE DECISIONS CONTESTEES

Volume d'entrée des causes de contestation d'une décision par bureau et par catégorie

Régie du logement

Demandes de contestation d'une décision	2014-2015*
Révision d'une décision en fixation	112
Rétractation d'une décision - Propriétaires	449
Rétractation d'une décision - Locataires	1 745

* : Données en date du 28 février 2015

Demandes de contestation d'une décision		2014-2015*
Révision d'une décision en fixation	2 - Saguenay	
	4 - Roberval	
	6 - Rimouski	
	7 - Rivière-du-Loup	
	8 - Gaspé	
	10 - Sept-Îles	22
	11 - Baie-Comeau	
	12 - Rouyn-Noranda	
	13 - Val-d'Or	2
	14 - Shawinigan	
	15 - Trois-Rivières	
	16 - Drummondville	
	18 - Québec	
	22 - Gatineau	
	23 - Saint-Hyacinthe	
	24 - Granby	
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	
	26 -Sherbrooke	1
	27- Valleyfield	1
	28 - Saint-Jérôme	
	29 - Joliette	
	31 - Montréal	70
	36 - Laval	2
	37 - Longueuil	4
	Total: Régie du logement	**112**

Rétractation d'une décision Propriétaires	2 - Saguenay	4
	4 - Roberval	
	6 - Rimouski	2
	7 - Rivière-du-Loup	
	8 - Gaspé	1
	10 - Sept-Îles	1
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	4
	13 - Val-d'Or	1
	14 - Shawinigan	3
	15 - Trois-Rivières	6
	16 - Drummondville	3
	18 - Québec	40
	22 - Gatineau	26
	23 - Saint-Hyacinthe	2
	24 - Granby	4
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	4
	26 -Sherbrooke	7
	27- Valleyfield	12
	28 - Saint-Jérôme	17
	29 - Joliette	5
	31 - Montréal	251
	36 - Laval	15
	37 - Longueuil	40
	Total: Régie du logement	**449**
Rétractation d'une décision Locataires	2 - Saguenay	25
	4 - Roberval	1
	6 - Rimouski	12
	7 - Rivière-du-Loup	4
	8 - Gaspé	4
	10 - Sept-Îles	5
	11 - Baie-Comeau	
	12 - Rouyn-Noranda	4
	13 - Val-d'Or	2
	14 - Shawinigan	7
	15 - Trois-Rivières	17
	16 - Drummondville	17
	18 - Québec	129
	22 - Gatineau	72
	23 - Saint-Hyacinthe	21
	24 - Granby	18
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	17
	26 -Sherbrooke	41
	27- Valleyfield	29
	28 - Saint-Jérôme	90
	29 - Joliette	20
	31 - Montréal	975
	36 - Laval	100
	37 - Longueuil	135
	Total: Régie du logement	**1 745**

* : Données en date du 28 février 2015

G) LE NOMBRE DE DECISIONS CONTESTEES ET QUI ONT ETE RENVERSEES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

Nombre de décisions contestées devant la Cour du Québec

Régie du logement

Volume d'appels devant la Cour du Québec	2014-2015*
Fixation et révision	1
Non-paiement	20
Causes civiles	46
Total	67

* : Données en date du 28 février 2015

H) LE NOMBRE DE FORCLOSES

Déclarations de forclusion émises par le tribunal	2014-2015*
2 - Saguenay	2
4 - Roberval	
6 - Rimouski	2
7 - Rivière-du-Loup	1
8 - Gaspé	1
10 - Sept-Îles	1
11 - Baie-Comeau	
12 - Rouyn-Noranda	4
13 - Val-d'Or	1
14 - Shawinigan	2
15 - Trois-Rivières	3
16 - Drummondville	2
18 - Québec	27
22 - Gatineau	44
23 - Saint-Hyacinthe	9
24 - Granby	4
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	9
26 -Sherbrooke	10
27- Valleyfield	15
28 - Saint-Jérôme	27
29 - Joliette	5
31 - Montréal	223
36 - Laval	27
37 - Longueuil	56
Régie du logement	475

* : Données en date du 28 février 2015

8. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Régie du logement. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2014						
1	Collecte des données en ressources informationnelles	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
1	Suivi informationnel (PARI - PTPARI)	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
2	Compétences des titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	2,5	0,00 $
2	Formation ressource de première ligne en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	6,5	0,00 $
3	Regards croisés des politiques publiques dans les pays scandinaves et au Québec - Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	2	2	0,00 $
7 au 10	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	1	28	0,00 $
10	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3,75	0,00 $
11 ou 30	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	7	2	0,00 $
15 et 16	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
15	SAGIR	Consultant SAGIR	Montréal	1	3,5	0,00 $
15	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
15	SAGIR	Sébastien Couture	Montréal	1	2	0,00 $
16 et 17	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	2	14	0,00 $
22 et 29	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin	Montréal	1	14	0,00 $
24 et 25	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Beauharnois	1	13	250,00 $
29	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
30 avril au 26 mai	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	126	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2014						
1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 ou 16	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	75	2	0,00 $
5 au 9	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	31,5	0,00 $
9 et 10	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
12 et 13	SISTA - Pilotage, paniers de tâches et modèle de données	Nurun	Montréal	1	14	1 575,00 $
13, 14 et 15	Session d'accueil à l'intention des nouveaux membres des tribunaux administratifs	MCEQ	Québec	2	18	0,00 $
15	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	BDM	Montréal	1	1,5	30,00 $
29 et 30	Formation pratique en matière de protection des personnes inaptes; Les jugements par défaut, vérification des jugements par défaut	AJBM	Montréal	1	4	0,00 $
JUIN 2014						
1 au 3	30e Colloque annuel	CTAC	Gatineau	3	21	0,00 $
5 au 7	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	3	21	1 363,50 $
6	Le langage clair en droit	Conférence des juges administratifs du Québec	Montréal	1	3	100,00 $
6	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	1	4,5	400,00 $
9 au 13	École d'été 2014 du Laboratoire de cyberjustice	Laboratoire de cyberjustice de l'université de Montréal	Montréal	1	27	0,00 $
10	Plan des mesures d'urgence	SQI	Rivière-du-Loup	1	1	0,00 $
11	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	45	7	0,00 $
12	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	44	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2014						
2 au 21	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	98	0,00 $
AOÛT 2014						
29	L'interface politico-administrative	Centre de Leadership et de Développement des compétences	Via correspondance	1	0,5	25,00 $
SEPTEMBRE 2014						
2	Rencontre de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	2	0,00 $
10	Initiation au Qualimètre	MCEQ	Québec	1	7	25,00 $
15 sept. au 3 oct.	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	105	0,00 $
16	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	CJA	Montréal	1	1,75	0,00 $
29	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	5	2,75	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2014						
1	Atelier d'études de cas en assurance traitement	SCT	Montréal	1	3,3	0,00 $
7 et 8	Rendez-vous de l'habitation; Entretiens sur l'habitat	SHQ	Montréal	1	14	86,97 $
8	Le sens de l'État : Être au service de l'Intérêt public	SES	Québec	1	3	0,00 $
9	Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	SES	Québec	1	3,15	0,00 $
15 et 16	SISTA - Correspondance et rapports	Nurun	Québec	1	14	964,00 $
15 et 16	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 $
17	Atelier de la DGSAGIR sur les réserves	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
20	Forum 2014 sur le règlement des griefs	Ministère du Travail	Montréal	2	8	347,00 $
21 et 22	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
23	Rencontre de la table des coordonnateurs CSST	RRSPT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Tarification CSST	SCT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Plan de réponse pour des établissements sécuritaires	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Drummondville	2	1,5	0,00 $
28 et 29	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	5	14	0,00 $
29	Les habilités politiques	Association des conseillers en gestion des RH	Montréal	1	3,3	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014						
3 au 7	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	1	32,5	0,00 $
4 et 5	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 $
5	Session d'information sur le Régime de retraite de l'administration supérieure (gros RRAS)	MCEQ	Québec	1	2,75	0,00 $
5	Immobilisations au gouvernement - Initiation	Contrôleur des finances	Montréal	1	7	0,00 $
5	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Laval	2	1,5	0,00 $
6	Sécurité dans les palais de justice	MSP	Joliette	1	2	0,00 $
6	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Joliette et Laval	3	1,5	0,00 $
7	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Rivière-du-Loup	1	1,5	0,00 $
11 et 12	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 $
12	Plan des mesures d'urgence	SQI	Granby	1	1,5	0,00 $
13 et 14	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
18	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3	0,00 $
18	Gestion de l'application de la loi sur les archives - GALA transactionnel	BAnQ (Archive nationale)	0	1	3,5	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014 (suite)						
18 et 19	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $
21	Colloque sur le louage résidentiel (3e édition)	BDM	Montréal	1	8,5	0,00 $
21	Atelier de la DGSAGIR sur les avancements d'échelon	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
25	Plan de prévention	RRSPT	Québec	1	7	295,00 $
26 et 27	Session d'accueil des nouveaux titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	SES	Québec	1	11,15	0,00 $
26	Conférences sur les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,75	140,00 $
26 et 27	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2014						
1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BDQ	Formation via web	4	3	46,00 $
2 et 3	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 $
3 et 4	Table d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Longueuil	42	12	468,00 $
3	Déléguer pour une meilleure efficacité	ENAP	Montréal	1	7	425,00 $
5	Formulation du jugement - Principes de base	Juge Henri Richard de la Cour du Québec	Boucherville	33	3	585,00 $
8	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	1	2,75	0,00 $
9 et 10	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
11	Conférences L'administration du bien d'autrui après 20 ans Réformer la justice administrative québécoise. À quand la prochaine étape? Les animaux comme objet du droit : valorise-t-on la protection animale au Québec ?	BDQ	Montréal	1	3	0,00 $
16	Arbitrage de griefs	SCT	Montréal	2	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2015						
29	Formation - Outils de travail pour personnes non-voyantes	Institut Nazareth & Louis-Braille	Montréal	1	3,5	0,00 $
FÉVRIER 2015						
2 et 3	Secouriste premier répondant	Fondation du Cœur	Gatineau	1	14	0,00 $
2 et 3	Secourisme en milieu de travail	Clinique médicale privée Opti-Soins	Jonquière	1	14	0,00 $
4 et 5	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Roxboro	1	14	0,00 $
9 au 20	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	70	0,00 $
12	Développer son leadership pour l'Administration publique	CSPQ-CLDC	Québec	1	6	270,00 $
16 au 27	Fonctionnement du bureau des plaintes	Formation à l'interne	Montréal	1	14	0,00 $
17	SAGIR - ATE-17 Fermeture annuelle	SCT	Formation via web	2	3,5	0,00 $
19, 20, 26 et 27	Formation sur Microsoft Excel	Edumicro	Montréal	1	28	519,68 $
23 et 24	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 $
26 et 27	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Trois-Rivières	1	14	0,00 $

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer :

   a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
   b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
   c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

---

a) La Régie du logement n'a aucun conseil d'administration

b)

Nominations 2014-2015

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Morin, Anne	Vice-présidente	2014-12-18	2019-04-13	145 667 $	Voir CV joints à la suite des tableaux

Renouvellements 2014-2015

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Foucault, Lyne	Régisseure	2014-04-05	2019-04-04	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gravel, Jocelyne	Régisseure	2014-04-13	2019-04-12	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Morin, Anne	Régisseure	2014-04-13	2019-04-12	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gagnon, Pierre	Régisseur	2014-05-01	2016-05-30	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux

Charbonneau, Ronald	Régisseur	2014-05-31	2019-05-30	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Barakatt, Jocelyn	Régisseur	2014-10-25	2015-10-24	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Gascon, Jocelyne	Régisseure	2014-10-25	2019-10-24	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Dumont, Danielle	Régisseure	2015-03-03	2015-08-02	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
De Palma, Luce	Régisseure	2015-03-20	2020-03-20	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux
Moffatt, Éric Luc	Régisseur	2015-03-20	2020-03-20	138 730 $	Voir CV joints à la suite des tableaux

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Nominations 2014-2015

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Morin, Anne	1 312,43 $	3 679,17 $	1 047,46 $	6 039,06 $

Renouvellements 2014-2015

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Foucault, Lyne	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $.
Gravel, Jocelyne	0,00 $	253,43 $	26,70 $	280,13 $
Morin, Anne	1 312,43 $	3 679,17 $	1 047,46 $	6 039,06 $
Gagnon, Pierre	2 519,41 $	2 010,71 $	905,25 $	5 435,37 $

Charbonneau, Ronald	1 358.64 $	989.78 $	774.07 $	3 122.49 $
Barakatt, Jocelyn	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $.
Gascon, Jocelyne	0,00 $	129,35 $	0,00 $	129,35 $
Dumont, Danielle	2 847,39 $	4 111,91 $	1 652,23 $	8 611,53 $
De Palma, Luce	0,00 $	36,11 $	25,14 $	61,25 $
Moffatt, Éric Luc	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $.

Nominations 2014-2015

MORIN, Anne

ÂGE 62 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal
1975 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 2004 Régisseuse
2001 - 2004 Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse
1996 - 2001 Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale
1979 - 1996 Conseillère juridique et greffière spéciale

Commission de protection du territoire agricole du Québec
1990 Conseillère juridique

Canadien Pacifique ltée
1977 - 1979 Avocate

Renouvellements 2014-2015

FOUCAULT, Lyne

ÂGE	**48 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1987	**Baccalauréat en droit**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	**Régisseuse**
	Commission de la santé et de la sécurité du travail
2000 - 2004	**Réviseuse – Révision administrative**
1999 - 2000	**Consultante en communication et en rédaction – courtage publicitaire**
	Municipalité de Prévost
1998 - 1999	**Greffière adjointe**
	Pilon, Bolduc & associés
1993 - 1997	**Avocate associée**
	Filfe Paquin Filion, avocats
1991 - 1993	**Avocate juniore**
	Bourse de Montréal
1989 - 1991	**Analyste en réglementation des valeurs mobilières**

(2013-08-23)

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

1999 - 2001	**CLSC Arthur-Buies** Membre du conseil d'administration
1991 - 1996	**La Chambre de Commerce de Saint-Jérôme métropolitain** Membre
1979 - 1990	**La société canadienne de la Croix-rouge** Membre
1979 - 1990	**Corporation du Service national des sauveteurs du Canada** Membre

GRAVEL, Jocelyne

ÂGE 51 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Montréal
1985	Baccalauréat en droit
	Université de Sherbrooke
1984	Attestation d'études de « Common Law »

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseuse
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration Canada
1995 - 2004	Agente d'audiences
2002 - 2003	Directrice adjointe des audiences par intérim
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
1989 - 1995	Agente d'auditions
	Godin, Raymond, Hudon, Charest & Cie
1987 - 1989	Avocate – Litige civil et immobilier

(2013-08-23)

MORIN, Anne

ÂGE 62 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal
1975 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 2004 Régisseuse
2001 - 2004 Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse
1996 - 2001 Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale
1979 - 1996 Conseillère juridique et greffière spéciale

Commission de protection du territoire agricole du Québec
1990 Conseillère juridique

Canadien Pacifique ltée
1977 - 1979 Avocate

GAGNON, Pierre

ÂGE 68 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université d'Ottawa
1994	Diplôme d'études supérieures en traduction juridique
1969	Licence en droit
1965	Baccalauréat ès arts

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 1980	Régisseur
1975 - 1980	Avocat en pratique privée
	La Clinique juridique populaire de Hull inc.
1974 - 1975	Avocat et directeur
1971 - 1975	Avocat en pratique privée
	Me Clément-Noël Beauchamp
1970 - 1971	Avocat

(2013-08-23)

CHARBONNEAU, Ronald

ÂGE 61 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
1976	**Université de Montréal** Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2004	**Régie du logement** Régisseur
1981 - 2004	**Sylvestre, Charbonneau, Fafard** Avocat associé
1981 - 1991	**Université du Québec à Montréal** Chargé de cours en droit du logement
1977 - 1981	**Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite-Bourgogne inc.** Avocat

(2013-08-21)

BARAKATT, Jocelyn

ÂGE 62 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Institut canadien des valeurs mobilières
1989	Licence
	Association québécoise de planification fiscale et successorale
1987	Études en fiscalité
	Université Laval
1975	Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseur
Depuis 2004	Conciliateur pour l'Est du Québec
	Barakatt avocats
1990 - 2004	Avocat
1987 - 1990	Avocat-conseil dans le domaine des valeurs mobilières et de la planification financière
1976 - 1987	Avocat en pratique privée au sein de différents cabinets de la région de Québec

(2014-06-16)

GASCON, Jocelyne

ÂGE 57 ans

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université du Québec à Montréal
1985	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2004	Régisseuse
	Commission de la santé et de la sécurité du travail
2001 - 2004	Réviseuse
	Commission des lésions professionnelles
1998 - 2001	Avocate
	Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
1988 - 1998	Avocate
	Centre communautaire juridique de Montréal
1987	Stagiaire puis avocate – Bureau d'aide juridique de Villeray

DUMONT, Danielle

ÂGE 59 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Centre de relation d'aide de Montréal inc.
1991 Certificat en relation d'aide psychologique et pédagogique

Université de Montréal
1980 - 1982 Scolarité de maîtrise en droit des affaires
1978 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 1981 Régisseuse

Dumont & Bentivegna
1979 - 1981 Avocate associée

DE PALMA, Luce

ÂGE 56 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1996 Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit administratif
1979 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement

Depuis 2000 Régisseuse
1987 - 1993 Conseillère juridique et greffière spéciale
1981 - 1985 Régisseuse

Commission des lésions professionnelles

1998 - 2000 Conseillère juridique

Régie des alcools, des courses et des jeux

1997 - 1998 Conseillère juridique

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles

1993 - 1997 Conseillère juridique

Régie de l'assurance automobile du Québec

1985 - 1987 Membre du Bureau de révision

MOFFATT, Eric Luc

ÂGE	**56 ans**

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
1982	**Université de Montréal** **Licence en droit**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2000	**Régie du logement** **Régisseur**
1984 - 1998	**Mallette, Moffatt, Deschamps** **Avocat associé**

2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer :

   a) le lieu;
   b) le coût;
   c) la ou les dates de participation;
   d) le nombre de participants;
   e) le nom de le personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
   f) le nom de la formation ou de l'activité.

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2014						
1	Collecte des données en ressources informationnelles	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
1	Suivi informationnel (PARI - PTPARI)	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 $
2	Compétences des titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	2,5	0,00 $
2	Formation ressource de première ligne en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	6,5	0,00 $
3	Regards croisés des politiques publiques dans les pays scandinaves et au Québec - Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	2	2	0,00 $
7 au 10	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	1	28	0,00 $
10	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3,75	0,00 $
11 ou 30	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	7	2	0,00 $
15 et 16	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
15	SAGIR	Consultant SAGIR	Montréal	1	3,5	0,00 $
15	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
15	SAGIR	Sébastien Couture	Montréal	1	2	0,00 $
16 et 17	SAGIR	DGSAGIR	Montréal	2	14	0,00 $
22 et 29	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin	Montréal	1	14	0,00 $
24 et 25	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Beauharnois	1	13	250,00 $
29	Introduction aux activités des préposés au comptoir	Formation à l'interne	Montréal	1	4	0,00 $
30 avril au 26 mai	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	126	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2014						
1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15 ou 16	SAGIR	Autoformation	Poste de travail	75	2	0,00 $
5 au 9	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	31,5	0,00 $
9 et 10	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
12 et 13	SISTA - Pilotage, paniers de tâches et modèle de données	Nurun	Montréal	1	14	1 575,00 $
13, 14 et 15	Session d'accueil à l'intention des nouveaux membres des tribunaux administratifs	MCEQ	Québec	2	18	0,00 $
15	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	BDM	Montréal	1	1,5	30,00 $
29 et 30	Formation pratique en matière de protection des personnes inaptes; Les jugements par défaut, vérification des jugements par défaut	AJBM	Montréal	1	4	0,00 $
JUIN 2014						
1 au 3	30e Colloque annuel	CTAC	Gatineau	3	21	0,00 $
5 au 7	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	3	21	1 363,50 $
6	Le langage clair en droit	Conférence des juges administratifs du Québec	Montréal	1	3	100,00 $
6	Congrès annuel 2014	BDQ	Mont-Tremblant	1	4,5	400,00 $
9 au 13	École d'été 2014 du Laboratoire de cyberjustice	Laboratoire de cyberjustice de l'université de Montréal	Montréal	1	27	0,00 $
10	Plan des mesures d'urgence	SQI	Rivière-du-Loup	1	1	0,00 $
11	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	45	7	0,00 $
12	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal	44	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2014						
2 au 21	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	98	0,00 $
AOÛT 2014						
29	L'interface politico-administrative	Centre de Leadership et de Développement des compétences	Via correspondance	1	0,5	25,00 $
SEPTEMBRE 2014						
2	Rencontre de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	2	0,00 $
10	Initiation au Qualimètre	MCEQ	Québec	1	7	25,00 $
15 sept. au 3 oct.	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	105	0,00 $
16	La justice administrative : entre indépendance et responsabilité	CJA	Montréal	1	1,75	0,00 $
29	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	5	2,75	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2014						
1	Atelier d'études de cas en assurance traitement	SCT	Montréal	1	3,3	0,00 $
7 et 8	Rendez-vous de l'habitation; Entretiens sur l'habitat	SHQ	Montréal	1	14	86,97 $
8	Le sens de l'État : Être au service de l'Intérêt public	SES	Québec	1	3	0,00 $
9	Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	SES	Québec	1	3,15	0,00 $
15 et 16	SISTA - Correspondance et rapports	Nurun	Québec	1	14	964,00 $
15 et 16	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 $
17	Atelier de la DGSAGIR sur les réserves	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
20	Forum 2014 sur le règlement des griefs	Ministère du Travail	Montréal	2	8	347,00 $
21 et 22	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
23	Rencontre de la table des coordonnateurs CSST	RRSPT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Tarification CSST	SCT	Montréal	1	7	0,00 $
23	Plan de réponse pour des établissements sécuritaires	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Drummondville	2	1,5	0,00 $
28 et 29	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	5	14	0,00 $
29	Les habilités politiques	Association des conseillers en gestion des RH	Montréal	1	3,3	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014						
3 au 7	Formation pour les nouveaux secrétaires des régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	1	32,5	0,00 $
4 et 5	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 $
5	Session d'information sur le Régime de retraite de l'administration supérieure (gros RRAS)	MCEQ	Québec	1	2,75	0,00 $
5	Immobilisations au gouvernement - Initiation	Contrôleur des finances	Montréal	1	7	0,00 $
5	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Laval	2	1,5	0,00 $
6	Sécurité dans les palais de justice	MSP	Joliette	1	2	0,00 $
6	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Joliette et Laval	3	1,5	0,00 $
7	Formation tireur actif	MSP (Ministère de la sécurité publique)	Rivière-du-Loup	1	1,5	0,00 $
11 et 12	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 $
12	Plan des mesures d'urgence	SQI	Granby	1	1,5	0,00 $
13 et 14	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 $
18	Responsable de l'observance des règles contractuelles (RORC)	SCT	Montréal	1	3	0,00 $
18	Gestion de l'application de la loi sur les archives - GALA transactionnel	BAnQ (Archive nationale)	0	1	3,5	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2014 (suite)						
18 et 19	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $
21	Colloque sur le louage résidentiel (3e édition)	BDM	Montréal	1	8,5	0,00 $
21	Atelier de la DGSAGIR sur les avancements d'échelon	CSPQ	Montréal	1	3,3	0,00 $
25	Plan de prévention	RRSPT	Québec	1	7	295,00 $
26 et 27	Session d'accueil des nouveaux titulaires d'un emploi supérieur en situation de gestion	SES	Québec	1	11,15	0,00 $
26	Conférences sur les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,75	140,00 $
26 et 27	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2014						
1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BDQ	Formation via web	4	3	46,00 $
2 et 3	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 $
3 et 4	Table d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Longueuil	42	12	468,00 $
3	Déléguer pour une meilleure efficacité	ENAP	Montréal	1	7	425,00 $
5	Formulation du jugement - Principes de base	Juge Henri Richard de la Cour du Québec	Boucherville	33	3	585,00 $
8	Le conseil de la justice administrative et la déontologie	CJA	Montréal	1	2,75	0,00 $
9 et 10	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 $
11	Conférences L'administration du bien d'autrui après 20 ans Réformer la justice administrative québécoise. À quand la prochaine étape? Les animaux comme objet du droit : valorise-t-on la protection animale au Québec ?	BDQ	Montréal	1	3	0,00 $
16	Arbitrage de griefs	SCT	Montréal	2	7	0,00 $

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2015						
29	Formation - Outils de travail pour personnes non-voyantes	Institut Nazareth & Louis-Braille	Montréal	1	3,5	0,00 $
FÉVRIER 2015						
2 et 3	Secouriste premier répondant	Fondation du Cœur	Gatineau	1	14	0,00 $
2 et 3	Secourisme en milieu de travail	Clinique médicale privée Opti-Soins	Jonquière	1	14	0,00 $
4 et 5	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Roxboro	1	14	0,00 $
9 au 20	Formation pour les nouveaux préposés	Formation à l'interne	Montréal	1	70	0,00 $
12	Développer son leadership pour l'Administration publique	CSPQ-CLDC	Québec	1	6	270,00 $
16 au 27	Fonctionnement du bureau des plaintes	Formation à l'interne	Montréal	1	14	0,00 $
17	SAGIR - ATE-17 Fermeture annuelle	SCT	Formation via web	2	3,5	0,00 $
19, 20, 26 et 27	Formation sur Microsoft Excel	Edumicro	Montréal	1	28	519,68 $
23 et 24	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 $
26 et 27	Secourisme en milieu de travail	Formation Langevin / Institut Emergi-Plan	Trois-Rivières	1	14	0,00 $

3. Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question générale 49.

4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints.

Sans objet.

6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2013-2014, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

La Régie du logement n'a pas effectué de sondage pour les périodes concernées.

8. Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.

Les avis juridiques commandés par le ministre ou le cabinet du ministre sont de nature confidentielle et sous le secret professionnel.

9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

SERVICES DE TRADUCTION OU D'INTERPRÈTE		
FOURNISSEURS	***2014-2015***	***nature du service***
Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal métropolitain	1 210.00 $	interprète
142015 Canada inc. CAROLE CORBEIL	2 306.61 $	traduction
BIASI, SABINE	25 966.08 $	traduction
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (CSPQ)	5 960.51 $	traduction
S.R.I.L Service Régional d'Interprétariat de Lanaudière	512.29 $	interprète
TOTAL	**35 955.49 $**	

Note : Compilation faite jusqu'au 28 février 2015.

10. Mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.

S.I.Q.	AMÉNAGEMENT	DESCRIPTION
2014-2015	55 232 $	*Endroit : Bureau de Longueuil* Réfection de deux salles d'audience
	13 513 $	*Endroit : Entrepôt (rue Crémazie, Montréal)* Réparation du quai d'embarquement
TOTAL :	***68 745 $***	

11. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :

a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Sans objet.

12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

La Régie du logement n'a pas effectué de dépense de publicité pour les périodes concernées.

14. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques;
b) le montant dépensé par le département des affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.

---

a) La Régie du logement a un seul employé affecté aux affaires publiques, Denis Miron, conseiller en communication.

b) 74 418 $

c) L'employé affecté aux affaires publiques à la Régie du logement n'a pas participé à aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics en 2014-2015.